

Table des matières

1. Qu'est-ce qu'une base de données ?	3
2. Quand est-elle protégée par le droit d'auteur ?	3
<input type="checkbox"/> Originalité :	3
<input type="checkbox"/> Personne physique :	3
<input type="checkbox"/> Droits moraux et patrimoniaux :	4
3. Comment s'exerce le droit sui generis des bases de données ?	4
<input type="checkbox"/> Qu'est-ce le droit sui generis des bases de données ?	4
<input type="checkbox"/> Qui est le titulaire du droit <i>sui generis</i> des bases de données ?	4
<input type="checkbox"/> De quels droits dispose le producteur d'une base de données ?	4
<input type="checkbox"/> Quelles sont les exceptions au droit sui generis du producteur des bases de données ?	5
4. Quiz	6
<input type="checkbox"/> Question 1/5 : Que protège le droit <i>sui generis</i> des bases de données ? 6	
<input type="checkbox"/> Question 2/5 : Un chercheur crée une base de données, sur quoi peut s'appliquer son droit d'auteur ?	6
<input type="checkbox"/> Question 3/5 : Quand le chercheur, créateur d'une base de données, peut-il bénéficier du droit d'auteur ?	6

□ Question 4/5 : Que peut permettre un producteur de base de données durant 15 ans après l'achèvement de sa base ?	7
□ Question 5/5 : Quand un chercheur ne peut-il pas réutiliser une partie substantielle du contenu d'une base de données ?	7
5. Crédits	7

1. Qu'est-ce qu'une base de données ?

"On entend par base de données un recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique, et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou par tout autre moyen"

[Article L.112-3 du Code de la propriété intellectuelle](#)

Quel est son cadre juridique ?

La base de données **peut bénéficier d'une double protection** prévue par le Code de la propriété intellectuelle, le droit d'auteur et le droit *sui generis* des bases de données :

- Le droit d'auteur **protège la structure, le « contenant »** d'une base de données.
- Le droit *sui generis* des bases de données **protège l'investissement substantiel** pour la création et les mises à jour d'une base de données. Il ne protège pas « l'acte créatif » en lui-même.

2. Quand est-elle protégée par le droit d'auteur ?

- **Originalité** : Le droit d'auteur protège la structure d'une base de données si elle est originale « [par le choix ou la disposition des matières](#) ».

L'originalité se caractérise par l'apport intellectuel, le choix créatif ; exemple : classification et pas classement alphabétique. Cette protection ne s'applique pas au contenu de la base de données.

- **Personne physique** : Le titulaire du droit d'auteur est la personne physique qui a créé la base de données en tant qu'œuvre.

- **Droits moraux et patrimoniaux** : Le titulaire du droit d'auteur, des droits moraux et patrimoniaux. [Articles L121-1 à L122-12 du Code de la propriété intellectuelle](#).

Les **droits moraux** protègent la personnalité de l'auteur exprimée au travers de son œuvre. Ils sont illimités dans le temps.

Les **droits patrimoniaux** permettent à l'auteur d'exploiter son œuvre et d'en percevoir une rémunération. Ils sont limités dans le temps, la durée de protection des droits patrimoniaux est de 70 ans après la mort de l'auteur.

3. Comment s'exerce le droit *sui generis* des bases de données ?

- **Qu'est-ce le droit *sui generis* des bases de données ?**

Le droit *sui generis* des bases de données ou droit propre aux bases de données **protège le contenu de la base de données**.

- **Qui est le titulaire du droit *sui generis* des bases de données ?**

La titularité du droit *sui generis* appartient au **producteur (investisseur)** de la base de données. Il s'agit le plus souvent de **l'employeur** (et non le chercheur) car il prend « l'initiative et le risque des investissements correspondants » ([article L341-1](#)) afin que la base de données soit créée ou mise à jour. Exemples : investissement financier, humain, matériel.

- **De quels droits dispose le producteur d'une base de données ?**

À partir de la date d'achèvement de la base de données, le producteur **dispose durant 15 ans du droit d'interdire** :

1. « L'**extraction**, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement **substantielle** du contenu d'une

base de données sur un autre support, par tout moyen et sous toute forme que ce soit. » ([Article L342-1](#) du Code de la propriété intellectuelle).

2. « La **réutilisation**, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement **substantielle** du contenu de la base, quelle qu'en soit la forme. » ([Article L342-1](#) du Code de la propriété intellectuelle ou CPI).
3. « ... l'**extraction ou la réutilisation** répétée et systématique de parties qualitativement ou quantitativement non substantielles du contenu de la base lorsque ces opérations **excèdent** manifestement les **conditions d'utilisation normale de la base de données**. » ([Article L342-2](#) du CPI).

- **Quelles sont les exceptions au droit *sui generis* du producteur des bases de données ?**

Hormis le cas où l'accès à la base de données est autorisé par contrat, 3 exceptions principales peuvent être mises en œuvre.

1. L'exception d'**illustration à des fins de recherche** lorsque la base de données est mise à la disposition du public par le titulaire du droit *sui generis* ([Article L342-3, 4°bis](#) du CPI).
2. L'exception de **fouille de textes et de données** lorsque cette activité est réalisée par des organismes de recherche publique ([Article L122-5-3, II](#) du CPI).
3. L'exception pour les **données publiques** : lorsqu'une administration ([Article L300-2](#) du Code des relations entre le public et l'administration) est titulaire des droits sur une base de données, elle ne peut interdire ou restreindre la réutilisation des données de la base.

4. Quiz

- **Question 1/5 : Que protège le droit *sui generis* des bases de données ?**

- Les données répertoriées
- L'investissement substantiel
- Le travail du chercheur

Réponse : L'investissement substantiel. En effet, le droit *sui generis* des bases de données protège l'investissement substantiel pour la création et les mises à jour d'une base de données.

- **Question 2/5 : Un chercheur créé une base de données, sur quoi peut s'appliquer son droit d'auteur ?**

- Sur la réutilisation des données
- Sur la réutilisation de la base de données
- Sur la structure de la base de données

Réponse : Sur la structure de la base de données. Le droit d'auteur protège la structure, le « contenant » d'une base de données.

- **Question 3/5 : Quand le chercheur, créateur d'une base de données, peut-il bénéficier du droit d'auteur ?**

- Si l'architecture de sa base de données est originale
- Si sa base de données propose un classement alphabétique
- Si la structure de sa base de données utilise l'ordre chronologique

Réponse : Si l'architecture de sa base de données est originale. Le droit d'auteur protège la structure d'une base de données si elle est originale « par le choix ou la disposition des matières ».

- **Question 4/5 : Que peut permettre un producteur de base de données durant 15 ans après l'achèvement de sa base ?**
 - Autoriser l'accès à la base de données par contrat
 - Autoriser la modification de la structure originale de la base de données
 - Autoriser la réutilisation de la structure originale de la base de données

Réponse : Autoriser l'accès à la base de données par contrat. Dans ce cas, le producteur peut autoriser l'accès à la base de données à tout moment.

- **Question 5/5 : Quand un chercheur ne peut-il pas réutiliser une partie substantielle du contenu d'une base de données ?**
 - Pour l'illustration à des fins de recherche
 - Pour la fouille de textes et de données
 - Pour une exploitation commerciale

Réponse : Pour une exploitation commerciale. Dans le cadre de l'exception d'illustration à des fins de recherche, le producteur d'une base de données ne peut interdire l'extraction et la réutilisation d'une partie substantielle du contenu à condition que le contenu ne sert pas à une exploitation commerciale.

5. Crédits

- Robin A. Droit des données de recherche : Science ouverte, innovation, données publiques. Bruxelles : Larcier; 2022, 659 p.
- Sigal-Guille C., Corbière P., Emmanuel N., Le Bas C., Demenois J. Analyse des verrous juridiques à l'interopérabilité entre bases de données du Cirad,

d'INRAE et de l'IRD sur le carbone du sol et les modes de gestion des sols et proposition de solutions. Projet ANR DATA4C+; 2021, 37 p. [En ligne].

https://agritrop.cirad.fr/600993/1/LivrableOS2_juridique_ANR_DATA4C%2B_2022.pdf. Consulté le 14 mars 2023.